

VILLEURBANNE



■ L'été dernier, c'est sur cet emplacement bétonné que les containers de la future Maison du projet ont été installés. En lieu et place de l'ancienne station-service Shell, juste à côté de l'entrée du lycée Brossolette. Photo d'archives Emilie CHAUMET

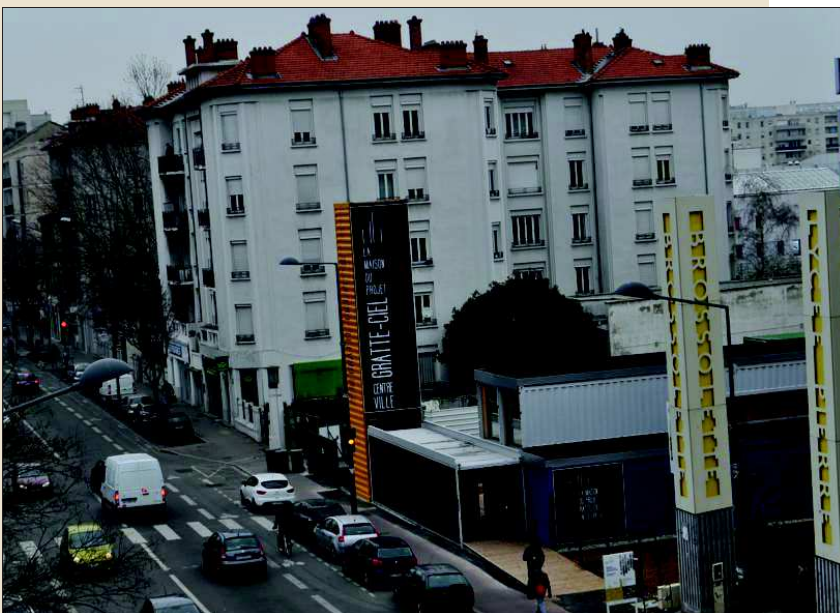
La vitrine du projet urbain des Gratte-Ciel est ouverte

Installée dans d'anciens containers maritimes de la société Capsa (Meuzieu), la Maison du projet Gratte-Ciel ouvre cet après-midi au grand public. Son inauguration, mercredi, en présence du maire Jean-Paul Bret, de son adjoint en charge de l'urbanisme Richard Llung, du vice-président de la Métropole Michel Le Faou et du président de la SERL (aménageur du projet) Jean-Luc Da Passano est la première pierre pour les dix ans à venir dans ce quartier qui va doubler sa superficie vers le nord. Dans le prolongement de l'actuelle avenue Henri-Barbusse, de l'autre côté du cours Emile-Zola.

Sur une superficie de 7 hectares, un nouveau quartier va voir le jour. Logements, commerces, services, équipements municipaux sont au programme. L'année 2016 a été marquée par de nombreux chantiers de démolition et de déconstruction. Dès 2018, les premiers nouveaux logements seront disponibles, le lycée Brossolette reconstruit, la future école Rosa-Parks démarrée...

La Maison du projet, qui ouvre ce jeudi 26 janvier, a pour mission d'accueillir les publics concernés par le projet Gratte-Ciel centre-ville (habitants, usagers, professionnels...) et de les tenir informés de l'avancement du chantier. Sur l'emplacement de l'ancienne station-service Shell bordant le cours Emile-Zola, la Maison du projet devient la vitrine du quartier de demain. En son sein, des panneaux d'exposition qui évolueront au rythme de l'avancement des travaux, un coin bibliothèque, un petit salon de lecture et surtout la maquette des Gratte-Ciel existants et futurs en réduction au 1/500^e.

PRATIQUE Maison du projet 147 cours Emile-Zola à Villeurbanne, métro Gratte-Ciel. Ouverte les mercredi, jeudi, vendredi, de 13 à 19 heures, à partir du 26 janvier.



■ Hier, la Maison du projet Gratte-Ciel-Centre-Ville. Photo Gautier STANGRET

VILLEURBANNE

Des voleurs à la tire en situation irrégulière

Mardi vers 20 h 30, le SISTC (Service de sécurisation des transports en commun) a arrêté deux hommes âgés de 24 et 31 ans dans la station de métro "Charpennes" à Villeurbanne. Ils venaient de voler le téléphone d'une jeune fille de 18 ans. De plus, ils n'étaient pas en possession d'un titre de séjour valable et l'un d'eux était déjà connu sous une autre identité. Ils ont été placés en garde à vue au commissariat de Villeurbanne. L'enquête se poursuit.

VILLEURBANNE



■ Antoine de Riedmatten, directeur général d'In Extenso, le 10 000^e client Jean-Christophe Casset et Pascal Levieux, directeur des agences Rhône-Alpes. Photo DR

10 000^e

Le cabinet In Extenso, entité du réseau Deloitte, est un acteur majeur de l'expertise comptable et des services professionnels pour les TPE-PME en France. En fin de semaine, la société qui compte une agence installée boulevard Einstein à Villeurbanne a symboliquement distingué le 10 000^e entrepreneur rejoignant la plateforme Inexweb. Un outil développé depuis un an qui propose des services sécurisés, en ligne, de comptabilité et de pilotage, accessible à tout moment.

Antoine de Riedmatten, le directeur général d'In Extenso a donc reçu Jean-Christophe Casset, de l'entreprise Casset Agencement & Mobilier, située à La Boisse, dans l'Ain. Aux côtés de Pascal Levieux, directeur des agences Rhône-Alpes, de Pierre-Jacques Lacombe et Eve Durand-Bailloud associés de l'agence villeurbannaise, chargés de clientèle.

VILLEURBANNE

Emmanuelle Haziza (LR) voudrait imposer la vidéosurveillance

Le maire de Villeurbanne Jean-Paul Bret (PS) n'est pas pour. Emmanuelle Haziza (LR), conseillère municipale d'opposition et candidate aux élections législatives voudrait pouvoir lui imposer... des caméras de vidéosurveillance. « Je propose un dispositif d'exception imposant la vidéoprotection aux collectivités non équipées qui laissent leurs habitants se faire agresser sans réagir », lance-t-elle dans un communiqué dans lequel elle s'émeut de l'agression récente d'un jeune homme de 15 ans au Tonkin. Dans ce cas précis, aucun élément n'indique que les caméras auraient aidé à la résolution d'une agression rapide, et semble-t-il gratuite. Pour sa part, la mairie a reçu la famille de la victime.